

2025, l'année de l'amer

Après un mois à quai pour **300 navires français** et alors que vient de se clôturer le **Salon International de l'Agriculture**, l'Organisation de Producteurs (OP) **Les Pêcheurs de Bretagne**, la plus importante OP de France, tire la sonnette d'alarme : l'année de la mer risque de devenir l'année du naufrage pour la pêche française.

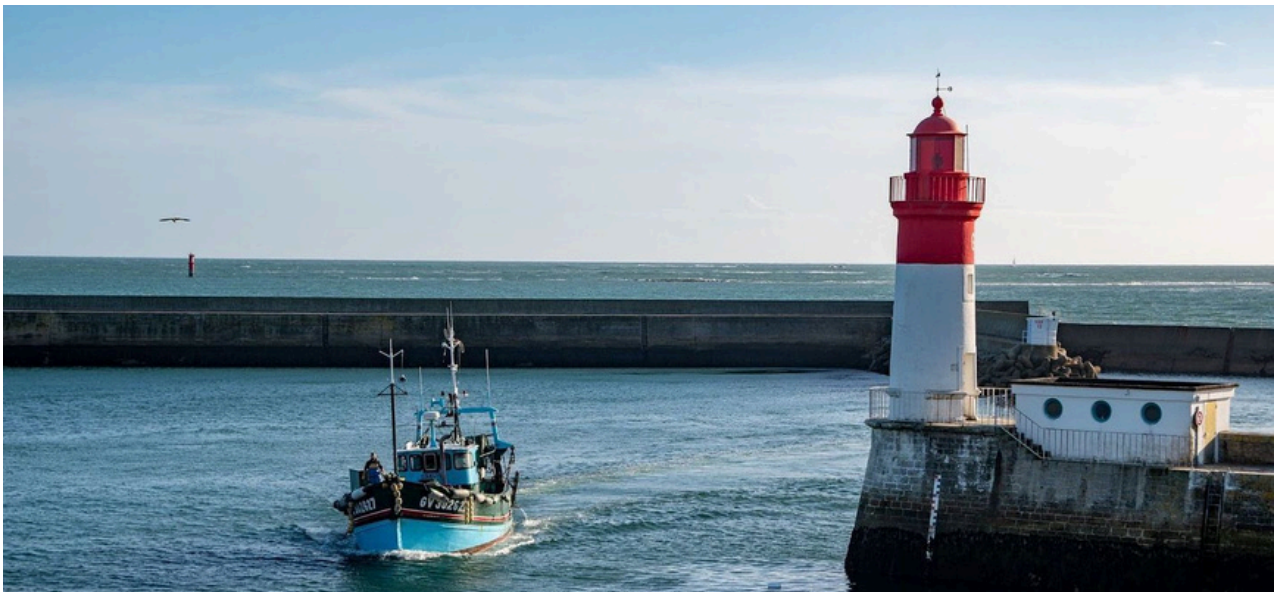
À l'horizon, une échéance majeure, le **Sommet des Nations Unies pour l'Océan (UNOC)**, qui se tiendra **à Nice en juin 2025**. Plutôt que de s'attaquer aux véritables menaces, les ONG font campagne pour **interdire le chalutage dans les Aires Marines Protégées (AMP)**, ciblant exclusivement la pêche française.

1. Nous faisons fausse route

À l'approche de l'**UNOC**, il n'est question que de pêche, tandis qu'on évite soigneusement de parler des vrais sujets d'enjeux internationaux : **pollution plastique, acidification des océans, exploitation offshore, forages en mer**. Plutôt que d'affronter ces menaces systémiques, les ONG ont fait de la pêche leur cible prioritaire, réclamant l'interdiction du chalutage dans les Aires Marines Protégées (AMP).

Réduire la préservation des océans à toujours plus de contraintes sur la pêche, uniquement sur la pêche française, relève d'une vision biaisée et purement nationale, alors que la France s'apprête à organiser une conférence internationale.

Cette stratégie est absurde : **la pêche française est l'une des plus réglementées au monde** et représente **moins de 1% des captures mondiales**. Elle devrait être un modèle, pas une cible. Alors à qui profite cet acharnement sur la pêche ? Au poisson d'importation moins contrôlé d'une part, aux industries responsables de la pollution marine d'autre part.



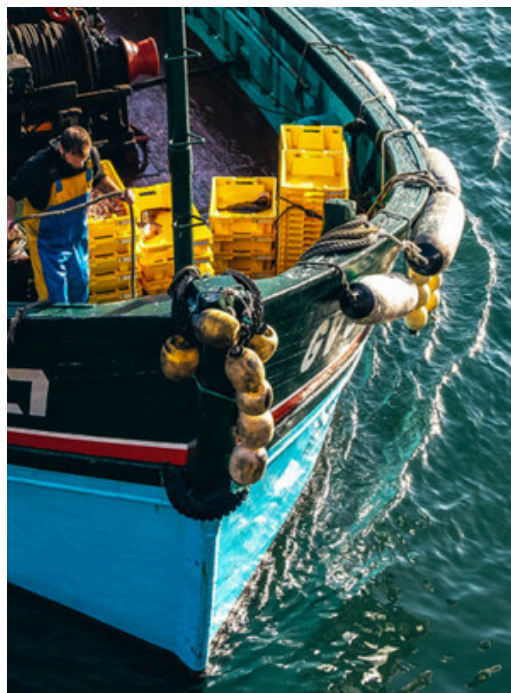
2. Un combat inégal et des arguments tronqués

Le combat est déséquilibré. La filière ne dispose ni du pouvoir d'influence, ni de la machine de communication des ONG. Elle fait face à un rouleau compresseur médiatique, qui réduit la question du chalutage à une opposition simpliste : chalut = pêche industrielle destructrice. Pourtant, les chiffres démontrent l'inverse : parmi les adhérents de Les Pêcheurs de Bretagne, **seuls 3 % des chalutiers dépassent 25 mètres**. Assimiler la pêche chalutière française à un modèle industriel est une manipulation qui alimente une vision erronée du secteur. Quant aux Aires Marines Protégées (AMP), leur rôle est délibérément déformé. Elles ne sont pas des sanctuaires intouchables, mais des zones définies répondent à certains enjeux de préservation. La France possède déjà le plus grand nombre et la plus grande superficie d'AMP en Europe. Les pêcheurs ne demandent pas un accès total, mais simplement le **maintien des zones stratégiques où leur activité est compatible avec les objectifs de conservation**. Détruire la pêche française ne sauvera pas les océans, mais condamnera un modèle qui mérite d'être défendu.

3. Un choix de société

Pour faire pression sur les pouvoirs publics sur cette question de chalutage dans les AMP, les ONG tentent de décrédibiliser la position de la France. Quoi qu'elle fasse, elle serait toujours en tort. Alors que l'UNOC devrait permettre d'embrasser des sujets internationaux, cette focalisation idéologique biaise les discussions. **Pendant que la France débat d'interdictions de pêche supplémentaires, ailleurs, la pollution marine et la pêche illégale progressent sans contrainte.**

Il ne s'agit pas seulement d'une question de pêche, mais d'un choix politique et de société. Les élus doivent prendre la mesure de la situation : **affaiblir la pêche française, c'est renoncer à un modèle durable et maîtrisé**, au profit d'importations dont personne ne pourra garantir l'origine et les conditions de capture.



« Les élus et l'opinion publique doivent se mobiliser aujourd'hui pour défendre la pêche française au niveau national et européen. D'abord dans les assiettes, en consommant du poisson français, ensuite dans les instances décisionnaires. Rien ne servira de pleurer sur les carcasses de nos navires dans 20 ans. La pêche française est résiliente et ancrée dans la culture et les territoires, elle ne disparaîtra jamais complètement. Mais notre modèle, qui mérite d'être développé partout dans le monde, est en danger. Il est de notre responsabilité de tirer la sonnette d'alarme. Ce que nous voulons, c'est éviter que le consommateur ne puisse plus avoir d'autre choix que d'acheter du poisson issu des pires pratiques. Préservons le chalutage pour sauver notre modèle. »

Yves Foezon, Directeur de Les Pêcheurs de Bretagne

Contact presse

Alexandre Borreil / aborreil@aya-communication.fr / 06 76 32 27 69